

INTRODUCTION

Directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts de Lyon, Emmanuel Tibloux est également depuis 2009 le président de l'ANdEA, l'Association Nationale des Écoles d'Art.

Véritable acteur engagé de l'enseignement de l'art, il a dirigé les écoles de Valence et de Saint-Etienne avant de rejoindre celle de Lyon. Depuis sa prise de position au sein de l'Andéa, il a mobilisé tout le réseau national de l'enseignement artistique rassemblé lors des assises historiques intitulées *Demain l'école d'art* qui se sont tenues à Lyon en octobre dernier, conclues par la venue de Fleur Pellerin, alors ministre de la Culture et de la Communication.

Ces assises furent une grande première quant à l'échelle de cet événement qui rassembla près de 500 personnes venant du monde de la culture et de l'enseignement. Elles nous laissent d'ailleurs croire en une suite très favorable d'autres événements menant les écoles se mobiliser de plus en plus, travaillant ainsi en réseau sur les grands challenges de l'éducation artistique en France.

L'ÉCOLE

Quel est le rôle, la mission aujourd'hui d'une école d'art au sein de nos sociétés actuelles ? L'école est-elle un "investissement dans l'avenir", permettant notamment le développement du territoire local et national (voir international) ?

On peut partir de la définition statutaire de la mission principale des écoles, qui est de former des créateurs dans les champs de l'art et du design. A ce seul titre, l'école est un double investissement dans l'avenir, pour reprendre votre expression: elle l'est en tant que structure dédiée à la formation et à la recherche, soit à deux activités prospectives, tournées vers l'avenir, et en tant que lieu dédié à la création, c'est-à-dire à une opération qui est là aussi une opération orientée vers le futur, puisqu'il s'agit d'inventer, de faire naître quelque chose qui n'existait pas. Ajoutez à cela le fait que nous vivons dans une époque subjuguée par la logique économique et dont les mots d'ordre sont créativité et innovation, et vous avez un parfait tableau de l'école d'art comme outil de développement des territoires. Cela, c'est le rôle économique de l'école, celui qu'il faut bien que l'école joue dès lors que l'argent public se raréfie et que la logique économique de l'investissement est partout à l'oeuvre. Mais ce rôle ne peut être le seul. L'école en général et l'école d'art en particulier ont un rôle plus fondamental à jouer, qui est un rôle de formation et d'éducation, qui ne saurait se réduire à une perspective économique. Si vous regardez les choses avec un peu de recul historique, vous vous apercevez que la mission de professionnalisation de l'école, c'est-à-dire de modélisation des individus pour qu'ils intègrent ce qu'on appelle pudiquement le marché du travail, est assez récente: elle n'apparaît que dans les années 1980. Il faut rappeler cela, le rappeler sans cesse, pour se remémorer qu'il n'y a pas si longtemps, l'école était encore sur sa mission historique, qui est de former le citoyen, de développer son jugement, d'oeuvrer à son émancipation. Et de ce point de vue l'école d'art a toujours un rôle fondamental à jouer: d'éducation du jugement esthétique, sensible et critique, d'apprentissage du regard, et plus généralement de développement de ce dispositif ou de cette double interface essentielle à la création artistique: l'oeil/l'esprit/la main. Apprendre à regarder, à juger et à faire: telle est je crois la mission essentielle de l'école d'art. Qui peut alors rejoindre sa mission économique, mais celle-ci est ici secondaire, dérivée de cette mission première.

Il y a trois ans, vous faisiez part de votre inquiétude quant à l'avenir des écoles d'art. Quelle est la situation actuelle, et quel avenir des écoles d'art ?

La situation actuelle est toujours aussi inquiétante, voire plus encore. Au plan politique, il existe toujours un courant qui vise à une réunion de tous les enseignements supérieurs sous le seul chef du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ce qui serait extrêmement néfaste s'agissant d'un champ, celui de la création, sur lequel le ministère de l'enseignement supérieur n'a ni légitimité ni compétence. Il y a aussi, du côté de certains élus de collectivités territoriales, dont il faut rappeler qu'elles sont les principaux financeurs de la majorité des écoles, l'idée que l'enseignement supérieur artistique n'est pas essentiel et qu'il ne relèverait pas, en tant qu'enseignement supérieur, de la compétence des villes et

des agglomérations. Cette idée tend à se généraliser sous l'effet d'un contexte économique de plus en plus tendu pour les collectivités territoriales, qui sont confrontées à la baisse des dotations de l'Etat, laquelle se répercute, sous l'effet de choix politiques, sur les écoles de façon de plus en plus douloureuse. Certaines écoles ont déjà fermé (Perpignan). D'autres sont fortement menacées; d'autres encore, de plus en plus nombreuses, enregistrent des baisses des contributions des collectivités territoriales qui se chiffrent en plusieurs centaines de milliers d'euros. D'un autre côté, les tensions et les difficultés politiques, économiques et sociales sont telles, dans notre pays, que le destin des écoles d'art peut difficilement apparaître comme un sujet prioritaire. Il est cependant un fort symptôme de la place qu'on accorde aujourd'hui à l'éducation, à la recherche, à l'art et à la création. Et à cet égard on ne peut qu'être partagé. D'un côté, quant on considère la situation et les perspectives des écoles d'art aujourd'hui, le constat est souvent douloureux, parfois accablant. De l'autre, je ne peux m'empêcher de croire, en observant certaines initiatives ou situations, en notre capacité d'invention et de mobilisation, ainsi qu'en la lucidité et l'intelligence de certains acteurs politiques pour inventer, avec nous, des façons de faire permettant de garantir un enseignement supérieur artistique public de haut niveau sur notre territoire. A cet égard, le destin des écoles d'art est solidaire, en France, du destin du ministère de la culture. Si nous sommes si fortement attachés à ce ministère, c'est parce qu'il est aujourd'hui le seul garant national de nos missions et d'une vision du monde dans laquelle l'art, ses processus, ses enjeux et ses écoles ne sont ni secondaires ni contingents, mais nécessaires et supérieurs.

A l'heure du règne de la mondialisation et de l'empire des marchés, certains directeurs d'écoles craignent de voir arriver sur leurs territoires des formes de privatisations semblables aux modèles américains et anglosaxons, entraînant son lot de discriminations économiques et sociales. Où en est la France à ce niveau là? Quels sont les risques et les solutions qui s'offrent aux écoles et à leurs étudiants ?

Si nous n'en sommes pas encore là en France, c'est une perspective qui commence en effet à s'esquisser et qui s'inscrit dans le mouvement de privatisation généralisée du secteur public à l'oeuvre depuis la fin du XXe siècle. Les risques sont ceux que vous pointez. Les solutions, il y en a de plusieurs ordres. Il y a la mobilisation des acteurs: c'est par exemple le projet du directeur de l'Ensad, les Arts Décos, de créer une première année à destination des 2500 candidats au concours d'entrée de l'école. C'est de la même façon ce qui se passe avec les classes préparatoires aux écoles d'art. Celles-ci tendent à se généraliser, avec une offre majoritairement privée, face à laquelle nous nous attachons, avec l'APPEA, qui est l'association nationale des classes préparatoires publiques, à construire une offre publique. C'est dans cet esprit que j'ai par exemple pris l'initiative de doubler les effectifs de la classe préparatoire de l'Ensba Lyon, qui pourra accueillir 60 élèves à compter de la rentrée prochaine. Ce qui suppose aussi une volonté politique, aussi bien au plan national qu'au plan territorial: c'est-à-dire la volonté de se donner les moyens de conserver un enseignement supérieur artistique public, de mobiliser les financements nécessaires pour cela. On peut enfin imaginer que des initiatives privées se mettent au service de l'intérêt général, c'est la mission des fondations, encore faut-il que cet intérêt général s'entende de façon non discriminante, ce qui ne va pas de soi. La fondation Culture et diversité fait aujourd'hui un travail de ce type, mais elle reste assez isolée. J'espère et je pense que ce type d'initiative ne peut que se développer. Et c'est là un jugement qui n'est pas seulement optimiste mais aussi statistique: on peut en effet supposer que ce sera là un effet inévitable de l'accroissement des ressources privées.

Corinne Diserens (directrice de l'ERG, Bruxelles) évoque le souci de la protection des étudiants-chercheurs et des jeunes artistes issus des écoles art. Si l'école d'art de demain cherche à s'ouvrir sur le monde, elle reste néanmoins préoccupée par ce souci constant de protéger la Recherche. Peut-on croire en une évolution favorable en faveur des étudiants-chercheurs et des écoles d'art?

Aujourd'hui la recherche n'a aucune existence statutaire dans les écoles: il n'existe ni statut d'enseignant-chercheur ni statut d'étudiant-chercheur. Et pourtant les activités de recherche sont foisonnantes dans les écoles, comme on peut par exemple en juger avec la manifestation Vision que l'ANdEA a organisé au Palais de Tokyo [du 13 au 18 avril dernier] (<http://www.visionvision.fr>). Quelles conclusions peut-on en tirer? D'abord qu'il fallut que la recherche fût un enjeu de taille pour que les écoles s'y engageassent massivement à la faveur du processus de mastérisation, sans statut et avec de modestes financements complémentaires que le Ministère de la culture parvint à dégager. Ensuite que les écoles ont toujours une capacité d'invention, de bricolage, laquelle est ambivalente: d'un côté il est assez réjouissant de voir les écoles construire ainsi une nouvelle activité sans pratiquement aucun support préexistant; d'un autre côté, cet état de fait est symptomatique du déficit structurel et économique à l'endroit des enseignements supérieurs artistiques. Alors oui, si la recherche est essentielle, et elle l'est au double titre de l'enseignement supérieur et de l'activité artistique, il est urgent de donner un véritable statut et des moyens à ses acteurs. Sinon les énergies vont inévitablement s'épuiser, les projets se tarir. L'hypothèse de la tutelle de l'enseignement supérieur ne me semblant pas souhaitable, c'est auprès du Ministère

de la culture que nous essayons d'oeuvrer à la mise en place de cadres statutaires et de moyens économiques pour la recherche.

L'ANdEA

Vous présidez depuis 2009 l'Association nationale des écoles supérieures d'art, l'ANdEA. Pour celles et ceux qui l'ignorent, pourriez-vous me dire quelle est la mission de l'ANdEA et comment se déclinent ses actions ?

L'ANdEA a une triple mission. La première est de mise en réseau d'une quarantaine d'écoles territoriales et nationales de toutes envergures et de tous les territoires, de mutualisation de données, de savoirs et de réflexions. La deuxième est d'action politique, de lobbying auprès de l'Etat et des collectivités territoriales. La troisième est de promotion et de communication. Plus généralement l'ANdEA défend un modèle de formation et de recherche singulier qui se caractérise par le primat de la référence au champ artistique contemporain, aux figures de l'artiste et de l'auteur et par une pédagogie fondée sur l'expérimentation, le jugement critique et le projet personnel de l'étudiant. L'ANdEA entend plus largement contribuer au débat d'idées contemporain, en faisant valoir, à une époque où l'éducation et la créativité sont des enjeux politiques, sociaux et économiques de première importance, le modèle émancipateur des écoles supérieures d'art.

L'ANdEA a fêté ses vingt années d'existence en frappant très fort par le biais des Assises qui se sont tenues à Lyon en octobre dernier. Intitulées Demain l'école d'art, ces assises furent le premier véritable rassemblement national des écoles d'art, réunissant près de 450 personnes représentant l'ensemble de l'écosystème de l'Andéa, en allant des étudiants, professeurs, directeurs et présidents d'écoles, jusqu'aux directeurs d'affaires culturelles au sein des municipalités, des agents du ministère de la Culture et de Fleur Pellerin elle-même qui vint clôturer ces deux jours d'échanges et de débats autour de thématiques ciblées et d'attentes exprimées de manière très concrète. Quel est votre regard critique vis-à-vis de cet événement? Peut-on parler d'un succès encourageant pour l'avenir quant aux actions de l'Andéa, sa capacité à fédérer et à établir un dialogue que l'on espère fertile et durable avec le Ministère de la Culture et de la Communication ?

Les assises d'octobre dernier ont assurément montré que nous étions capables de mobiliser largement, au-delà même du seul cercle des écoles d'art. Le forum « Fonctions sociales et politiques des écoles d'art » a été à cet égard très probant et a suscité une véritable attente, à laquelle nous essayons de répondre en le poursuivant sous la forme d'un atelier permanent qui réunit de multiples acteurs partageant une même vision de la société, dans laquelle l'art ne doit pas être un domaine réservé. De ce point de vue, les assises marquent une étape importante, non seulement pour les écoles d'art, mais aussi pour les acteurs du monde de l'art. Je crois qu'elles ont révélé un enjeu essentiel, qui est celui de la nécessité d'une construction politique du monde de l'art. J'ai toujours été frappé par le déficit d'existence politique des arts visuels en regard du spectacle vivant. Il y a à cela des raisons historiques et fondamentales: le spectacle vivant est intrinsèquement politique si l'on veut bien avoir à l'esprit l'origine grecque du théâtre et sa configuration même, qui rassemble une communauté autour d'une scène sur laquelle se joue le destin de la vie humaine. Mais ce modèle, s'il a encore droit de cité, ne peut plus être le seul aujourd'hui, à l'heure des réseaux, de la multitude et de la prégnance du paradigme visuel. Au-delà du dialogue avec le ministère de la culture, c'est à l'ensemble des forces politiques et des citoyens qu'il faut faire entendre que les arts visuels sont aujourd'hui d'intérêt général, qu'ils ont un rôle essentiel à jouer dans la vie commune. Il y a une éducation du regard à mener, qui devrait être aujourd'hui élémentaire, en ceci qu'elle devrait faire partie de la formation de base des citoyens dont le jugement est de plus en plus construit, informé, médiatisé par les données visuelles.

Quels sont les grands chantiers à venir pour l'ANdEA et les écoles d'art ? Les défis, projets et challenges qui les attendent ?

Ils sont de deux types. Il y a tout d'abord ceux qui concernent strictement l'ANdEA et les écoles d'art. Nous en avons déjà évoqué un certain nombre. Sans être trop technique, je vois aujourd'hui quatre chantiers principaux. Le premier a trait à la spécificité de nos enseignements et est aujourd'hui législatif. Dans le projet de loi sur la liberté de création, l'architecture et le patrimoine, il y a un volet relatif aux enseignements supérieurs artistiques. Nous souhaitons que celui-ci intègre la création d'une instance spécifique, composée de nos pairs, le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels (CNESERAC), qui vienne faire pendant au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) existant, qui ne nous semble ni légitime ni compétent pour donner son avis sur les enseignements supérieurs à la création que nous représentons. Le second est statutaire et concerne le statut des enseignants de nos écoles qui, en l'état actuel, n'est pas adapté à nos missions d'enseignement supérieur, tant par le

niveau de rémunération que par la définition des missions, puisqu'il ne prend pas en compte les missions de recherche. Le troisième a trait à la gouvernance de nos établissements, qui fait encore trop peu de place à la collégialité, laquelle nous semble devoir être instituée à travers la définition statutaire de conseils pédagogique et scientifiques. Le quatrième est d'ordre économique: comment résoudre la difficile équation entre des ressources publiques qui s'amenuisent et une exigence de service public qui nous contraint à une politique tarifaire non discriminante? Au-delà de ces quatre chantiers propres aux écoles d'art, il y a le chantier politique plus général que j'évoquais précédemment, soit la construction politique du secteur des arts visuels. Ce dernier point pourra sembler présomptueux, mais je reste persuadé que c'est un sujet essentiel et que celui-ci gagne à être traité à partir des écoles d'art, en ceci qu'elles constituent le socle du monde de l'art, non seulement parce qu'elles forment les artistes qui en sont le coeur, mais aussi parce qu'elles en sont les premiers employeurs, en en salariant de multiples acteurs: artistes, commissaires, critiques, et même certains galeristes.

L'ENSBA Lyon

Au titre de directeur de l'ENSBA de Lyon, ville qui fait d'ailleurs figure de véritable exemple en matière d'innovations culturelles et d'enjeux artistiques, quels sont les projets que vous avez accomplis depuis votre prise de fonction, et ceux que vous aimeriez développer ?

J'ai eu la chance d'arriver dans une école riche d'une équipe pédagogique de grand qualité, remarquablement bien structurée et soutenue politiquement. Sur cette base, je me suis attaché à développer l'école selon plusieurs axes qui me semblaient opportuns, qu'ils fussent absents, en germe ou insuffisamment exploités. C'est ainsi que nous avons développé les pratiques et l'enseignement de la performance et du numérique sur l'ensemble du cursus, de la première année au troisième cycle, considérant qu'ils étaient insuffisamment présents dans l'école, en nous attachant notamment à tirer le meilleur parti de notre voisinage avec les Subsistances, structure dédiée aux nouvelles formes de spectacle vivant. J'ai également travaillé à étendre la logique de projet, en développant les projets internationaux et/ou à échelle 1, aussi bien avec de jeunes artistes diplômés que des étudiants: ce sont par exemple les expositions que nous avons présentées à Los Angeles au LACE en 2013 (<http://ensba-lyon.fr/horsmurs/1213/LACE/>), à Lyon et Leipzig en 2015 (<http://www.ensba-lyon.fr/horsmurs/1415/Conspirations/>, <http://www.ensba-lyon.fr/danslesmurs/1516/conspiration/>), à la Biennale d'art contemporain de La Havane, toujours en 2015 (<http://www.ensba-lyon.fr/horsmurs/1415/LoinDuClavier/>) ou encore au Frac Franche-Comté et au Familistère de Guise cette année (<http://www.ensba-lyon.fr/horsmurs/1516/utopianbenches/>). C'est pour une part dans le même esprit que nous avons créé, en 2013, avec Claire Moulène et Jean-Marie Courant, la revue d'art et de critique *Initiales* (<http://www.revueinitiales.com>), qui est entièrement produite à l'école, tant au plan du design graphique que de l'élaboration des contenus. La création d'une revue à partir d'une école d'art répond à un double constat ou un double enjeu: d'un côté, l'idée que la formation et la recherche, qui sont les deux missions principales de l'école, se jouent et se matérialisent aussi dans des actions et des supports de production et de diffusion; d'un autre, l'idée qu'une école d'art est aujourd'hui l'un des lieux les plus aptes à produire et organiser des formes et des pensées nouvelles, susceptibles de venir nourrir le débat et élargir le champ de l'art et de la pensée. C'est parce que je suis convaincu de cette grande mission plurielle de l'école d'art, de son infusion dans la vie sociale, artistique et intellectuelle, que je cherche aujourd'hui à accroître son assise sociale, en créant une association des amis de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Lyon. L'enjeu n'est pas seulement de faire entrer de nouveaux financements et donc des possibilités d'action supplémentaires, mais aussi de matérialiser et développer une communauté assemblée autour de l'école, autour de ses activités, autour des jeunes artistes et designers qu'elle a vocation à former. Et s'il y a sans doute un style ou une identité caractéristiques de l'école de Lyon, ceux-ci tiennent moins à un médium particulier qu'à une certaine idée de l'art et du contemporain, qui innerve toute la pédagogie: c'est l'idée que le contemporain ne se confond pas avec la mode ou l'actuel, mais suppose une conscience aiguë de l'historicité des formes et une certaine façon de se situer dans le temps, en envisageant celui-ci d'une façon qui est plus stratifiée que séquencée - c'est toute la pensée du temps qui sous-tend aussi bien l'une de nos unités de recherche, ACTH (pour Art contemporain et temps de l'histoire), que la revue *Initiales*, dont chaque numéro est consacré à une grande figure, historique ou contemporaine, qui nous semble de première importance pour l'art et la pensée des temps présents.

Quelles sont les possibilités qui s'offrent aux jeunes artistes sortant de leurs études ? L'ENSBA de Lyon accompagne-t-elle ses jeunes étudiants dans la vie professionnelle et dans le développement de leurs carrières ?

L'Ecole est en effet soucieuse d'accompagner au mieux ses diplômés à travers une palette de dispositifs variés. Aussitôt après le diplôme, nos jeunes artistes sont invités à participer aux différents prix proposés par l'école: le prix de Paris, qui

donne accès à une bourse de 5.000 euros et une année de résidence à la Cité des arts; le prix de la Fondation Renaud, qui offre 6.000 euros de dotation pour trois diplômés; le partenariat avec la galerie Houg, qui permet à un ou deux diplômés de juin d'exposer l'année suivante dans la galerie de la rue Saint-Claude à Paris. La revue et les expositions que nous produisons sont également des supports et des occasions d'accompagnement, de même que l'exposition Rendez-vous, réalisée en collaboration avec la Biennale de Lyon, le Musée d'art contemporain et l'Institut d'art contemporain(IAC) de Villeurbanne, que nous présentons à l'IAC lors de la biennale de Lyon et à l'international en année non biennale. Avec l'ADERA, qui est l'association des écoles supérieures d'art de la Région Auvergne Rhône Alpes, nous disposons par ailleurs, à Décines dans la banlieue lyonnaise, d'une quinzaine d'ateliers d'artistes à disposition des seuls diplômés de Lyon, et développons également une politique éditoriale avec 4 catalogues monographiques par an et, sous l'appellation de galeries nomades, un programme d'exposition de nos jeunes artistes sur le territoire, piloté par l'IAC et des lieux partenaires. De façon plus générale, je reste très attentif à ce que deviennent les artistes après la sortie de l'école et essaie de les soutenir au mieux. Ils savent du reste qu'ils peuvent bénéficier sur demande des infrastructures de l'école pour des projets ponctuels. Nous faisons enfin régulièrement appel à de jeunes diplômés pour assurer des enseignements ou des interventions au sein de nos ateliers de pratiques artistiques amateur, de notre classe préparatoire ou même de nos enseignements supérieurs. Je suis très attaché aux notions d'auto-production et d'écosystème, qui permettent de penser le fonctionnement de l'école comme un cycle, comme une grande économie générale dont chacun bénéficie et à laquelle chacun contribue, avec des acteurs qui changent de rôle et une logique qui permet de tenir à la fois le fil de l'expérience collective et celui de de l'expérience individuelle.

Enfin, en toute dernière question et en hommage à Hans Ulrich Obrist, avez-vous des projets non-réalisés dont vous pourriez me parler ?

Des projets non réalisés? Il y en a plein évidemment. A la fois parce que je crois que je suis vraiment un homme de projets, c'est une question d'énergie, de façon de faire les choses, je n'imagine pas ne pas être dans une logique de projection, j'ai donc toujours plusieurs projets en cours, et puis c'est tout de même dans l'essence même du projet d'être non réalisé: une fois le projet réalisé, c'est autre chose, c'est une revue, une exposition, un forum, une biennale, une plateforme, un master, une école - autant de configurations qui correspondent à autant de projets que je porte en moi, parfois écrits, parfois dessinés, parfois simplement dans la tête, et qui ensuite vont se nourrir les uns les autres, s'infléchir, prendre forme ou se transformer - mais jamais disparaître, ça je n'y crois pas, ou alors je disparaîtrai aussi, les énergies et les idées ne meurent jamais qu'avec nous - et encore cela même je n'y crois pas: nous ne sommes bien souvent que les modestes dépositaires d'idées et de projets qui passent entre nous, avec l'esprit du temps.

Propos recueillis en avril 2016